

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 10 octobre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 7
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 1 octobre 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0242

Relative à la demande de subvention concernant le projet de Concertation pour l'aménagement agroforestier des forêts départementales du nord de Mayotte 2024-2025

L'an deux mille vingt-quatre, le dix octobre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zamimou AHAMADI donne pouvoir à Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil Départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2024-02336 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant l'avis de la commission du développement économique et de la coopération décentralisée du 9 octobre 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à être chef de file du projet et signer tous les accords et contrats nécessaires à la réalisation du projet, y compris les contrats de financement et les accords de partenariat ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président à demander une subvention de **246 620 euros** pour le financement du projet de Concertation pour l'aménagement agroforestier des forêts départementales du nord de Mayotte 2024-2025 et à signer l'attestation d'engagement de rembourser tout ou partie de cette aide dans le cas où, au moment de solder l'opération, le droit au montant avancé ne pourrait être établi ;
- Article 3 :** de percevoir la recette d'un montant de 246 620 € dans le compte 1131 et de reverser aux partenaires les quotes-parts correspondants à leurs participations dans la réalisation du projet, répartis comme suit :
- 71 500 € à l'ONF**
- 87 780 € à l'AMFT
- Article 4 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 5 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication« et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental**

Ben Issa OUSSENI



MANDAT DE REPRESENTATION

MANDAT ET ENGAGEMENT RELATIF AU PROJET

Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte

Je soussigné : **M. Harouna SALAMI, Président de l'AMFT**

Demeurant à : 10 rue Abasse Said, 97650 Bandraboua

Participant à la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », en tant que co-porteur ou co-demandeur,

Reconnaît par la présente avoir désigné : **M. OUSSENI Ben Issa, Président du Conseil Départemental de Mayotte**

Demeurant à : 112 boulevard Halidi Sélémani - BP101, 97645 Mamoudzou Cedex

comme mandataire, qui accepte d'une part, de nous représenter auprès de l'administration, dans le cadre du contrat de subvention portant sur la réalisation du projet de « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », et d'autre part de percevoir de l'administration le coût global de financement lié à la réalisation du projet et d'en reverser la quote-part, à l'AMFT en fonction de sa participation dans la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », au titre de la convention de subvention.

De ce fait, le mandataire ainsi désigné est chargé de :

- l'information de l'AMFT du contenu du contrat de subvention précité ainsi que de ses avenants éventuels ;
- la représentation de l'AMFT vis à vis de l'administration ;
- la diffusion à l'AMFT dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'administration ;
- transmettre à l'administration, dans ce même délai, tous documents sous quelque forme que ce soit, émanant de l'AMFT et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs certifiés conforme par la personne habilitée à engager pour l'AMFT (chef d'établissement, chef comptable) et des pièces justificatives ;
- verser à l'AMFT la quote-part correspondant à sa participation dans la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 87780€ selon les modalités prévues à cet effet.

De ce fait, le co-porteur ou co-demandeur M. Harouna Salami:

- Déclare avoir pris connaissance du montant de l'aide accordée à chaque co-porteur ou co-demandeur pour la réalisation dudit projet,

HS

- Donne mandat pour agir en son nom et à son compte à M. Ben Issa OUSSENI désigné comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'administration le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- Déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il est susceptible de recevoir de l'administration par l'intermédiaire de M. Ben Issa OUSSENI ;
- S'engage à fournir à M. Ben Issa OUSSENI, toutes les pièces nécessaires pour justifier de la bonne utilisation de l'aide (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet) ;
- Déclare que le versement de la subvention accordée par l'administration est libératoire au profit de M. Ben Issa OUSSENI ;
- S'engage à reverser à l'administration les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaire de M. Ben Issa OUSSENI, en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée identique au contrat à intervenir entre l'administration et le mandataire.

Fait en deux exemplaires, le / /2024

Pour le mandataire M. Ben Issa OUSSENI

Pour le co-porteur ou co-demandeur M.
Harouna SALAMI



MANDAT DE REPRESENTATION

MANDAT ET ENGAGEMENT RELATIF AU PROJET

Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte

Je soussigné : M. **Benoît LOUSSIER**, Directeur régional de l'ONF Réunion-Mayotte

Demeurant à : Boulevard de la Providence - CS71072, 97404 Saint-Denis Cedex

Participant à la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte » en tant que co-porteur ou co-demandeur,

Reconnaît par la présente avoir désigné : M. **OUSSENI Ben Issa**, Président du Conseil Départemental de Mayotte

Demeurant à : 112 boulevard Halidi Sélémani - BP101, 97645 Mamoudzou Cedex

comme mandataire, qui accepte d'une part, de nous représenter auprès de l'administration, dans le cadre du contrat de subvention portant sur la réalisation du projet de « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », et d'autre part de percevoir de l'administration le coût global de financement lié à la réalisation du projet et d'en reverser la quote-part, à l'**agence territoriale de l'ONF de Mayotte** en fonction de sa participation dans la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte », au titre de la convention de subvention.

De ce fait, le mandataire ainsi désigné est chargé de :

- l'information de l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** du contenu du contrat de subvention précité ainsi que de ses avenants éventuels ;
- la représentation de l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** vis à vis de l'administration ;
- la diffusion à l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'administration ;
- transmettre à l'administration, dans ce même délai, tous documents sous quelque forme que ce soit, émanant de l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs certifiés conforme par la personne habilitée à engager par l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** (chef d'établissement, chef comptable) et des pièces justificatives ;
- verser à l'**agence territoriale de l'ONF à Mayotte** la quote-part correspondant à sa participation dans la réalisation du projet « Concertation territoriale pour l'aménagement agroforestier des parcelles du nord de Mayotte » conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 71500 € selon les modalités prévues à cet effet.

De ce fait, le co-porteur ou co-demandeur M. Benoit Loussier :

- Déclare avoir pris connaissance du montant de l'aide accordée à chaque co-porteur ou co-demandeur pour la réalisation dudit projet,

- Donne mandat pour agir en son nom et à son compte à M. Ben Issa Ousseni, désigné comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'administration le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- Déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il est susceptible de recevoir de l'administration par l'intermédiaire de M. Ben Issa Ousseni ;
- S'engage à fournir à M. Ben Issa Ousseni, toutes les pièces nécessaires pour justifier de la bonne utilisation de l'aide (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet) ;
- Déclare que le versement de la subvention accordée par l'administration est libératoire au profit de M. Ben Issa Ousseni ;
- S'engage à reverser à l'administration les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaire M. Ben Issa Ousseni, en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée identique au contrat à intervenir entre l'administration et le mandataire.

Fait en un seul exemplaire, le

Pour le mandataire : M. Ben Issa Ousseni,

Pour le co-porteur ou co-demandeur : M. Benoît Loussier

**Benoit
LOUSSIER
ID**

Signature
numérique de
Benoit LOUSSIER ID
Date : 2024.09.03
10:41:14 +04'00'



CONVENTION POUR LA REALISATION DES ETUDES PREALABLES A UN AMENAGEMENT INTEGRE DES AGROFORETS DU NORD DE MAYOTTE

Entre les soussignés :

Le Département de Mayotte représenté par le président du Conseil départemental, Monsieur Ben Issa OUSSENI, désigné ci-après **Département**,

Et

L'Office National des Forêts, représenté par le directeur de l'Agence de Mayotte, Monsieur Benoît Loussier, dénommé ci-après **ONF**,

Et

L'Association Moussada Fampitahitahy N'Tobi, domiciliée à Acoua et représentée par son président, Monsieur Harouna Salami, désignée ci-après **AMFT**,

Vu

- Le code forestier, et notamment les dispositions particulières à Mayotte créées par l'ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012 ;
- Le décret 2014/735 du 27 juin 2014 relatif à l'exercice des missions de l'ONF dans le département de Mayotte ;
- Les Orientations forestières du Département de Mayotte de 2015 ;
- L'arrêté n°2015-59/DAAF-SDTR portant sur les dispositions réglementaires spécifiques aux biens forestiers et agroforestiers de Mayotte ;
- L'arrêté n°2020-DAAF-753 du 9 novembre 2020 portant application du régime forestier aux bois, forêts et biens agroforestiers publics du département de Mayotte ;
- Le décret 2021-545 du 3 mai 2021 portant création de la réserve naturelle nationale des forêts de Mayotte ;
- L'arrêté n°2022-DAAF-1010 du 19 août 2022 portant approbation du document d'aménagement de la forêt départementales regroupées du Mont Hachiroungou et du Mont Dzani-Bolé pour la période 2019-2028 ;
- La convention cadre entre le Département et l'ONF pour la période 2022-2027.

Préambule

Le code forestier est applicable aux biens agro-forestiers de Mayotte (articles L175-1 et L175-2 du CF), c'est-à-dire aux biens portant des essences forestières nécessaires à la conservation et à la restauration des sols ou au maintien des ressources en eau, concurremment avec des utilisations agricoles.

Le massif forestier public du nord du Mayotte (carte en annexe) est constitué de :

- La forêt départementale des Monts Hachiroungou et Monts Dzani-Bolé (590 ha) qui fait l'objet d'un plan d'aménagement (un plan de gestion durable), validé par l'arrêté n°2022-DAAF-1010 ;
- Des parcelles forestières et agroforestières situées en périphérie de cette forêt, rattachées au régime forestier en 2020 (arrêté 2020/DAAF/753), constitué de 150 ha de terrain de l'Etat et de 850 ha de terrains du département et du SMIAM.
- Au cœur de ce massif, au sein de la forêt départementale, 183 ha ont été classés dans la réserve naturelle nationale des forêts de Mayotte (décret 2021-545 du 3 mai 2021).

En application du code forestier et conformément aux Orientations Forestières du Département de Mayotte (2015), ces parcelles forestières et agroforestières rattachées au régime forestier en 2020 doivent faire l'objet d'un aménagement forestier.

- Un aménagement pilote des parcelles de l'Etat, la forêt de Maévarano où 31% de la surface est cultivée, est en cours de finalisation.
- D'après l'étude LESELAM sur l'occupation du sol en 2022, les 850 ha du département (et du SMIAM) relevant du régime forestier sont pour 40% cultivés (170 ha en agroforesterie et 170 ha en vivrier), 45% sont constitués de forêt (380 ha) et 15% sont formés de padzas (130 ha).

Sur les espaces cultivés, 236 exploitations agricoles ont été déclarées auprès de la DAAF en 2022, dont 184 dans le seul bassin versant de Dzoumogné.

Ces espaces forestiers et agroforestiers à aménager sont partagés entre d'une part la nécessité de préservation des services écosystémiques – conservation de la biodiversité, maintien des sols et des ressources en eau – et d'autre part les besoins primaires des populations en alimentation. Plusieurs acteurs et usagers, forestiers et agriculteurs, se retrouvent ainsi au sein des agro-forêts avec des objectifs différents, voire contradictoires.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre le département, l'ONF et l'AMFT pour la préparation de l'aménagement des 850 ha de parcelles départementales au nord de Mayotte rattachées au régime forestier depuis novembre 2020.

Article 2 - Engagement de l'ONF

L'ONF s'engage à :

- Réaliser la pré-cartographie de l'occupation des sols par photo-interprétation des images drone transmises par le département ;
- Réaliser avec le département la description des peuplements forestiers ;
- Rédiger un rapport d'inventaire de la végétation ;

- Fournir le protocole d'enquête socio-agraire adapté de la méthode éprouvée en 2023 pour l'aménagement de la forêt domaniale de Maevarano ;
- Rédiger le rapport d'enquête socio-agraire une fois que l'ensemble des 850 ha aura été prospecté ;
- Etablir en concertation avec les partenaires une cartographie des enjeux et un zonage des vocations d'après les différentes données collectées sur les 850 ha ;
- Définir avec le département les orientations d'aménagement et de gestion en forêt départementale, notamment les règles d'occupation agroforestières ;
- Mettre en application l'aménagement de la forêt domaniale de Maevarano par la signature de 30 conventions d'occupation temporaire avec les usagers ;
- Participer aux réunions de concertation et de restitution.

Article 3 - Engagement du département

Le département s'engage à :

- Transmettre à l'ONF les ortho photos exploitables issues des images drone récentes sous un logiciel de cartographie ;
- Réaliser avec l'ONF la description des peuplements forestiers notamment sur le volet botanique ;
- Coréaliser avec l'AMFT les enquêtes socio-agraires selon le protocole établi et validé avec l'ONF ;
- Transmettre à l'ONF l'ensemble des données (géographiques et socio-agraire) relevées lors des enquêtes toutes les semaines, dans un format normé d'un commun accord en amont
- Définir en concertation avec les partenaires les règles d'occupation des terrains départementaux à aménager ;
- Préfigurer un organe de concertation pour la gestion des occupations en forêt départementale
- Participer aux réunions de concertation et de restitution

Article 4 - Engagement de l'AMFT

L'AMFT s'engage à :

- Coréaliser toutes les enquêtes socio-agraires selon le protocole établi, en binôme avec un agent du département
- Apporter son appui pour la définition des règles d'occupation des terrains départementaux à aménager sur le massif nord ;
- Organiser des actions de sensibilisation à la protection du couvert boisé et aux services écosystémiques des forêts auprès des agriculteurs occupant des parcelles relevant du régime forestier ;
- Organiser en accord avec les partenaires et animer les réunions de concertation et de restitution ;
- Apporter son appui pour la régularisation des agriculteurs de la forêt domaniale de Maevarano aboutissant à la signature de conventions d'occupation temporaire ;

Article 5 - Propriété intellectuelle

Les données brutes d'observation et d'enquête ainsi que les livrables réalisés pourront être transmis librement entre les parties prenantes de la présente convention. Les partenaires s'engagent à ne pas transmettre les données brutes à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, sous toute forme, par tout moyen et pour quelque motif que ce soit, sans autorisation expresse préalable de l'ensemble des partenaires.

Les études et données liés à l'aménagement forestier seront propriété commune du département et de l'ONF. Toute utilisation de données à des fins de publication ne pourra se faire qu'avec l'accord exprès des deux parties.

Article 6 - Actions de communication

Toute publication et communication faite par l'une des parties impose, pour les opérations résultant de l'exécution de cette convention, de citer la collaboration menée et de faire figurer le logotype des trois parties.

Article 7 - Financement

Le département fait appel aux financements relevant du PSN et du fonds vert en cofinancement pour la réalisation de ce projet.

La demande de subvention fait l'objet d'une note de projet et d'une convention financière.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à partir de sa signature pour une durée de 12 mois. Elle est renouvelable pour une durée de six mois. La résiliation ou la modification par avenant peut intervenir avant terme, à la demande de l'une des parties, et d'un commun accord.

Article 9 - Résolution des litiges

Les parties conviennent de tenter de résoudre à l'amiable tout litige qui trouverait son origine dans l'exécution de la présente convention.

En l'absence de résolution amiable de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le litige sera porté auprès du tribunal administratif de Mayotte. Toute difficulté rencontrée dans l'application de la présente convention relèvera, à défaut d'accord amiable, de la compétence du Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait en un exemplaire original :

À : Coconi

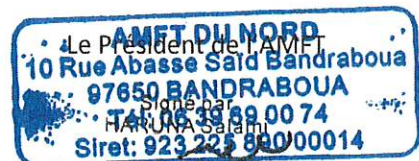
Le :

Le directeur de l'ONF Réunion-
Mayotte

**Benoit
LOUSSI
ER ID**

Signature
numérique de
Benoit LOUSSIER
ID
Date : 2024.09.03
10:39:30 +04'00'

Le Président du Conseil
Départemental de Mayotte



Fiche projet

Concertation pour l'aménagement agroforestier des forêts départementales du nord de Mayotte 2024-2025

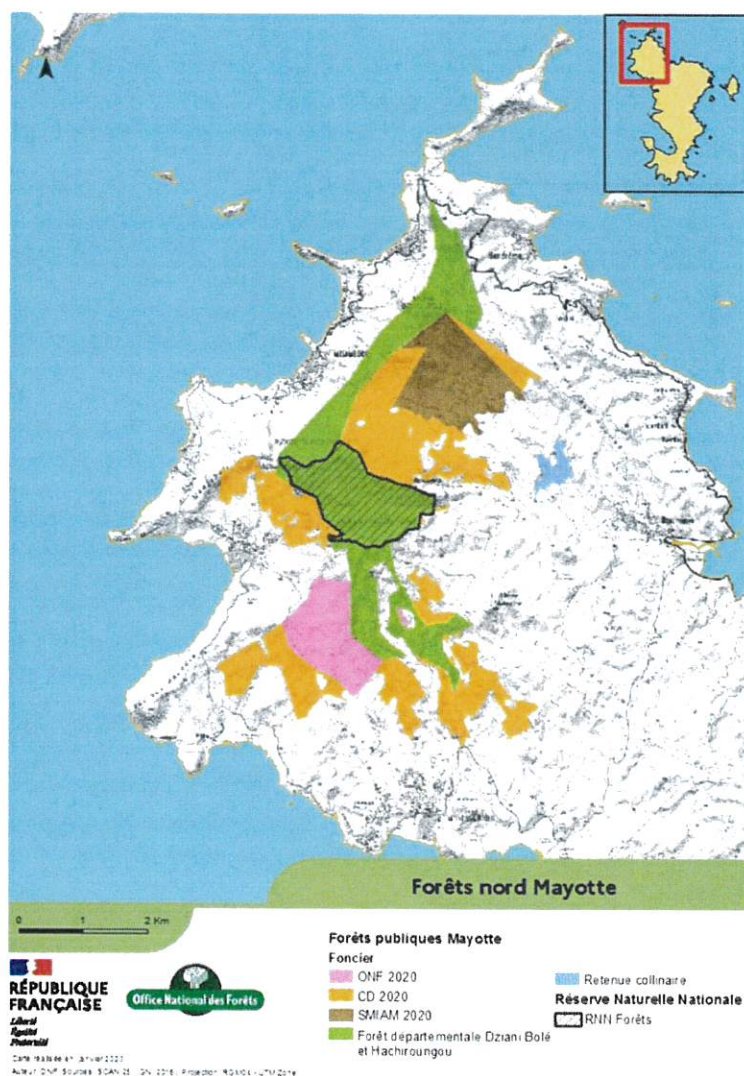


Table des matières

1	Présentation du projet.....	2
1.1	Résumé du projet	2
1.2	Présentation des structures.....	3
1.2.1	Le service des ressources forestières du Conseil départemental (SRF)	3
1.2.2	Agence territoriale de l'Office Nationale des Forêts (ONF)	3
1.2.3	Association Moussada Fampitahitahy n'Tobi (AMFT)	3
1.3	Les forêts de Mayotte.....	3
1.3.1	Un espace soumis à très forte pression	3
1.3.2	Les surfaces bénéficiant du régime forestier	3
1.4	Problématique locale.....	6
1.5	Objectif du projet	9
1.5.1	Aménagement concerté du massif forestier départemental du nord	9
1.5.2	Mise en œuvre de l'aménagement agroforestier de la forêt domaniale de Maévarano	9
2	Méthode	9
2.1	Description des milieux naturels et agro-forestier	10
2.2	Cartographie des enjeux.....	10
2.3	Enquêtes socio-agraire	10
2.4	Orientations de gestion	11
3	Résultats attendus	11
4	Mise en œuvre du projet.....	12
4.1	Rôles des structures.....	12
4.2	Calendrier de réalisation.....	13
5	Coût du projet.....	14
5.1	Evaluations des dépenses par activité et par structure	14
5.2	Plan de financement	14

1 PRESENTATION DU PROJET

1.1 RESUME DU PROJET

Titre du projet	Concertation pour l'aménagement agroforestier des forêts départementales du nord de Mayotte
Région administrative	Mayotte
Structure portant le projet	Conseil départemental de Mayotte
Coordonnées de la structure	8, Bd Halidi Sélémani - BP 101 97645 Mamoudzou Cedex
Responsable du projet	Rachida OMAR - Service Ressources Forestières Adresse : Route de Kahani, 97670 Coconi Courriel : rachida.omar@cg976.fr GSM : 0639560370
Résumé du projet : objectifs et problématique locale et complexe identifiée	L'objectif du projet est d'effectuer une étude préalable à un plan d'aménagement et de mettre en place un mode de gestion intégrant l'agroforesterie pour les forêts publiques du nord de Mayotte.
Identification et localisation du territoire concerné	Forêts publiques du nord de Mayotte Communes de Mtsamboro, Acoua, Bandraboua et Mtsangamouji
Partenaires engagés dans la réalisation du projet et contributions respectives	Office National des forêts (ONF), agence de Mayotte. Contribution : analyse des enjeux environnementaux. Association Moussada Fampitahitahy n'Tobi (AMFT). Contribution : réalisation des enquêtes et accompagnement des agriculteurs sur les pratiques agroforestières
Démarche territoriale proposée	Etude préalable à l'établissement d'un plan d'aménagement des zones bénéficiant du régime forestier et accompagnement sur l'agroforesterie.
Calendrier de réalisation (dates de début et de fin)	1 ^{er} septembre 2024 – 31 août 2025
Plan de financement / Budget en € (HT)	20% Fonds Vert 80% PSN, 77.06 246 620 € TTC

1.2 PRESENTATION DES STRUCTURES

1.2.1 Le service des ressources forestières du Conseil départemental (SRF)

Le Service des Ressources Forestières, rattaché à la Direction des Ressources Terrestres et Maritimes du Conseil départemental, gère les forêts du département.

Une convention précise le cadre et les modalités de collaboration entre le département de Mayotte et l'ONF pour la gestion des propriétés forestières départementales bénéficiant du régime forestier.

1.2.2 Agence territoriale de l'Office Nationale des Forêts (ONF)

Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), l'ONF est chargé de la gestion des forêts de l'Etat et de l'application du régime forestier dans les forêts des collectivités et des établissements publics.

L'agence territoriale de Mayotte a été créée en 2012, en lien avec la départementalisation et la refonte du code forestier. Elle est constituée d'une équipe resserrée de 10 personnes et bénéficie de l'appui de la direction régionale de l'ONF à La Réunion.

1.2.3 Association Moussada Fampitahitahy n'Tobi (AMFT)

Association créée en 2021. Elle soutient ses adhérents agriculteurs et ses partenaires en lien avec l'agriculture sur des actions de coopération agricole, de sensibilisation à l'agroécologie, l'agroforesterie...

1.3 LES FORETS DE MAYOTTE

Les surfaces boisées de Mayotte couvrent environ 11 000 ha, soit près de 30 % de la surface totale de l'île (OFDM, 2015). Le couvert forestier dense est observé presque exclusivement au sein des forêts publiques relevant du régime forestier (Tableau 1), le reste des surfaces étant constitué de forêts secondaires fragmentées et de parcelles agroforestières.

1.3.1 Un espace soumis à très forte pression

Dans un contexte de développement économique soutenu, la très forte croissance démographique de Mayotte d'une population majoritairement pauvre¹ se traduit par une forte pression sur les milieux et les ressources naturels.

Le manque de maîtrise foncière sur le territoire entretient un système d'occupation agricole informel, sans possibilité de responsabilisation, qui limite l'accès au foncier pour une agriculture professionnelle.

Le déboisement pour l'agriculture a des impacts conséquents sur l'environnement : perte de biodiversité, érosion des sols, diminution des ressources en eau potable.

L'aménagement doit donc concilier la préservation des forêts et le développement de l'agriculture.

¹ Plus de 800 habitants au km², avec une croissance démographique de 3,4% par an (données INSEE)

1.3.2 Les surfaces bénéficiant du régime forestier

Le département est propriétaire de forêts départementales aménagées (les anciennes « réserves forestières ») réparties en 6 massifs sur une superficie d'environ 4 400 ha. Ces forêts sont gérées par le Service des Ressources Forestières du département selon les documents d'aménagement forestier établis par l'ONF.

Une étude foncière réalisée par l'ONF en 2016² a identifié plus de 1500 ha de parcelles boisées et de biens agroforestiers pouvant bénéficier du régime forestier. Le rapport d'expertise a retenu les parcelles boisées à plus de 60% de couvert et, dans le but de limiter l'érosion des sols et de préserver les ressources en eau, les padzas doivent être reboisés et les activités agricoles sur les têtes de bassin versant (cas de la retenue collinaire de Dzoumogné) converties en agroforesterie.

Le Conseil départemental a validé par sa délibération n°2018.00054 la proposition du rapport d'expertise.

L'arrêté préfectoral n°2020/DAAF/753 du 9 novembre 2020 entérine le rattachement de ces surfaces au régime forestier, dont les deux tiers appartiennent au département (Tableau 1 et Figure 1).

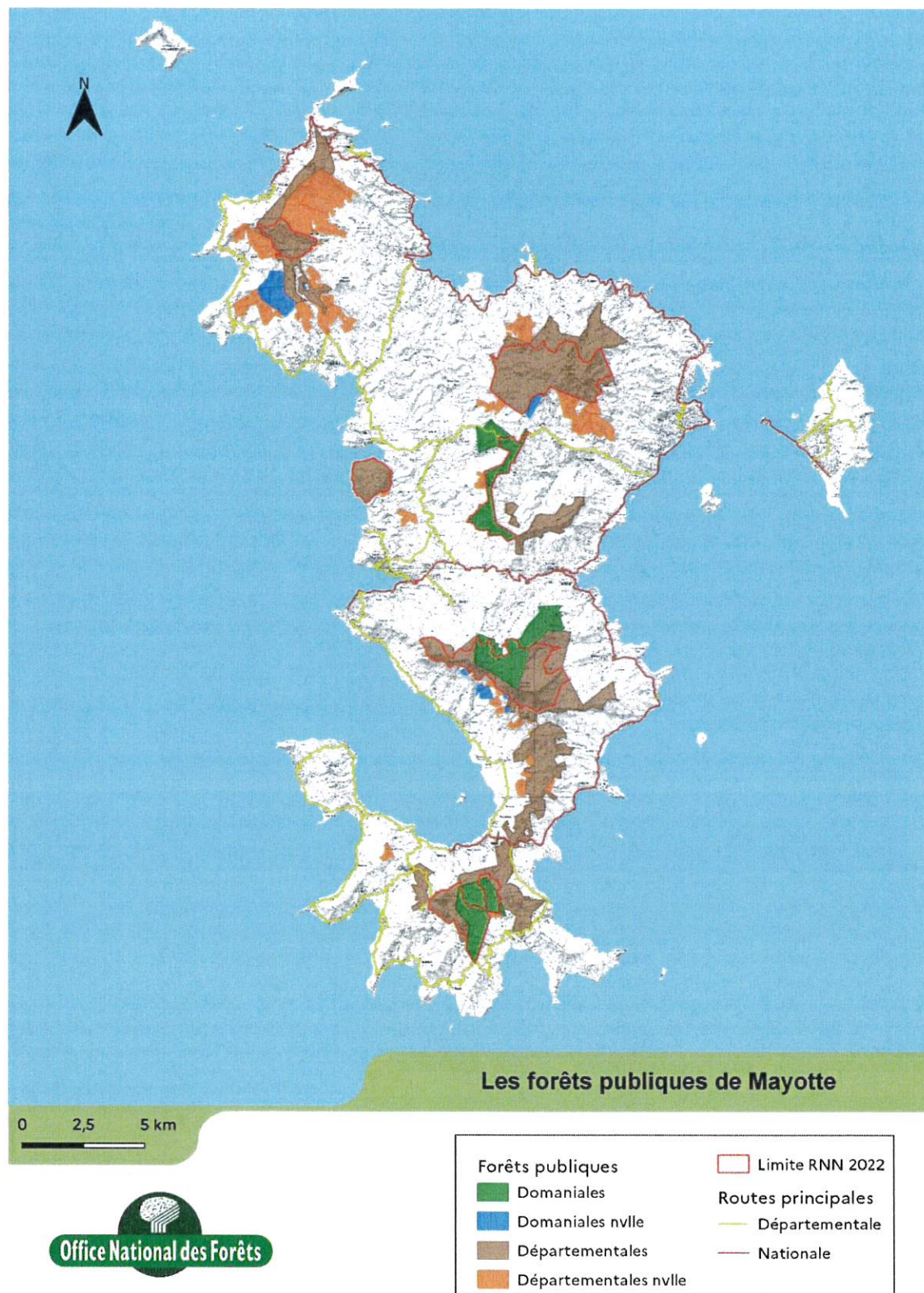
Tableau 1 : Répartition par propriétaire des surfaces forestières (ha) relevant du régime forestier

	Etat	Département	SMIAM	Total
Forêts aménagées	1 122	4 392	-	5 514
Surface rattachées en 2020 au régime forestier	216	1 015	318	1 549
Total (ha)	1 338	5 408	318	7 063

Source : arrêté n°2020/DAAF/753 du 9 nov. 2020

SMIAM : Syndicat Mixte d'Investissement pour l'Aménagement de Mayotte

² Rapport d'expertise des propriétés boisées appartenant au Département de Mayotte hors forêts départementales, Département de Mayotte, juin 2016



Auteur: A.COUTANCE (ONF, 2022); Sources: ONF, 8 DTOPO 2018 et 2021, SCAN 25 (IGN, 2016); Projection: RGM04 -

Figure 1 : Les surfaces bénéficiant du régime forestier à Mayotte

1.4 PROBLEMATIQUE LOCALE

Les deux tiers des surfaces rattachées au régime forestier en 2020 se situent dans la partie nord de Mayotte (150 ha à l'Etat, 650 ha au département et 200 ha au SMIAM). Elles jouxtent la forêt départementale du Mont Hachiroungou et Mont Dziani Bolé (590 ha) qui a fait l'objet d'un aménagement forestier (2018-2027) et au sein de laquelle les forêts les plus anciennes, à forte biodiversité, sont incluses dans le périmètre de la réserve naturelle nationale (RNN) des forêts des Mayotte (Figure 2).

En conséquence, et de façon à simplifier au maximum la gestion des nouvelles parcelles, il est prévu un réaménagement de la forêt départementale des Monts Hachiroungou et Dziani Bolé avec l'intégration des nouvelles parcelles départementales situées au nord, soit un réaménagement sur 1440 ha.

Ces terrains présentent des enjeux multiples, complexes et intriqués qui nécessitent d'être spécifiquement pris en compte pour la gestion.

- L'activité agricole a été développée dans le secteur nord, notamment dans le bassin versant de la retenue collinaire de Dzoumogné, avec la création d'une piste agricole afin de desservir les exploitations d'élevage et de production végétale. 236 agriculteurs professionnels en règle, faisant leur déclaration annuelle pour la PAC, sont installés dans cette zone étant donné les difficultés d'accès au foncier agricole dans le nord de l'île (DAAF, 2022 ; Figure 3). Il existe donc une valeur socio-économique certaine de la zone pour les occupants actuels.
- Ces terrains font également l'objet d'occupations sans titre pour une activité agricole, sur plus de 60% de la surface (BRGM, 2022 ; Figure 3). Ces occupations, pour la plupart récentes mais dont le caractère coutumier reste à déterminer pour certaines, laissent présager des revendications foncières et des conflits d'usages.
- Face au front de développement agricole, les terrains agroforestiers constituent une **zone tampon pour la préservation de la forêt aménagée et la RNN** couvrant le sommet des reliefs.
- Les pentes fortes et les padzas (terrain de sol nu à ravines) sont particulièrement sensibles à l'érosion des sols ; un couvert forestier assure un rôle de protection et réduit les risques de glissement de terrain et de chutes de blocs.
- La présence de cours d'eau alimentant la retenue collinaire de Dzoumogné ajoute à l'importance d'une gestion adéquate de ces espaces et des occupations agricoles vis-à-vis des enjeux d'érosion et de préservation de la ressource en eau potable (alimentation des nappes, pollution, envasement du plan d'eau).

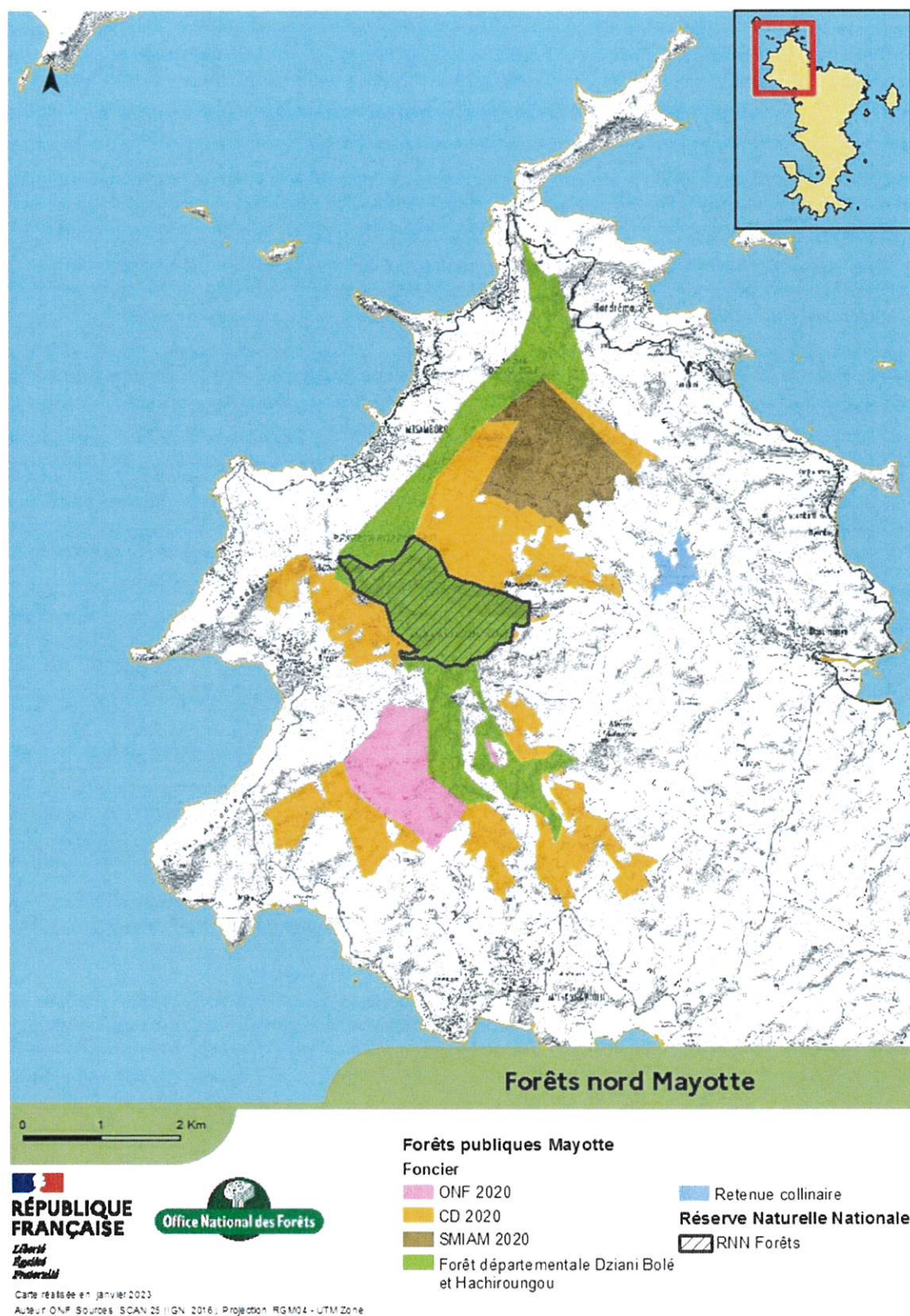


Figure 2 : Le massif forestier et agroforestier du nord bénéficiant du régime forestier

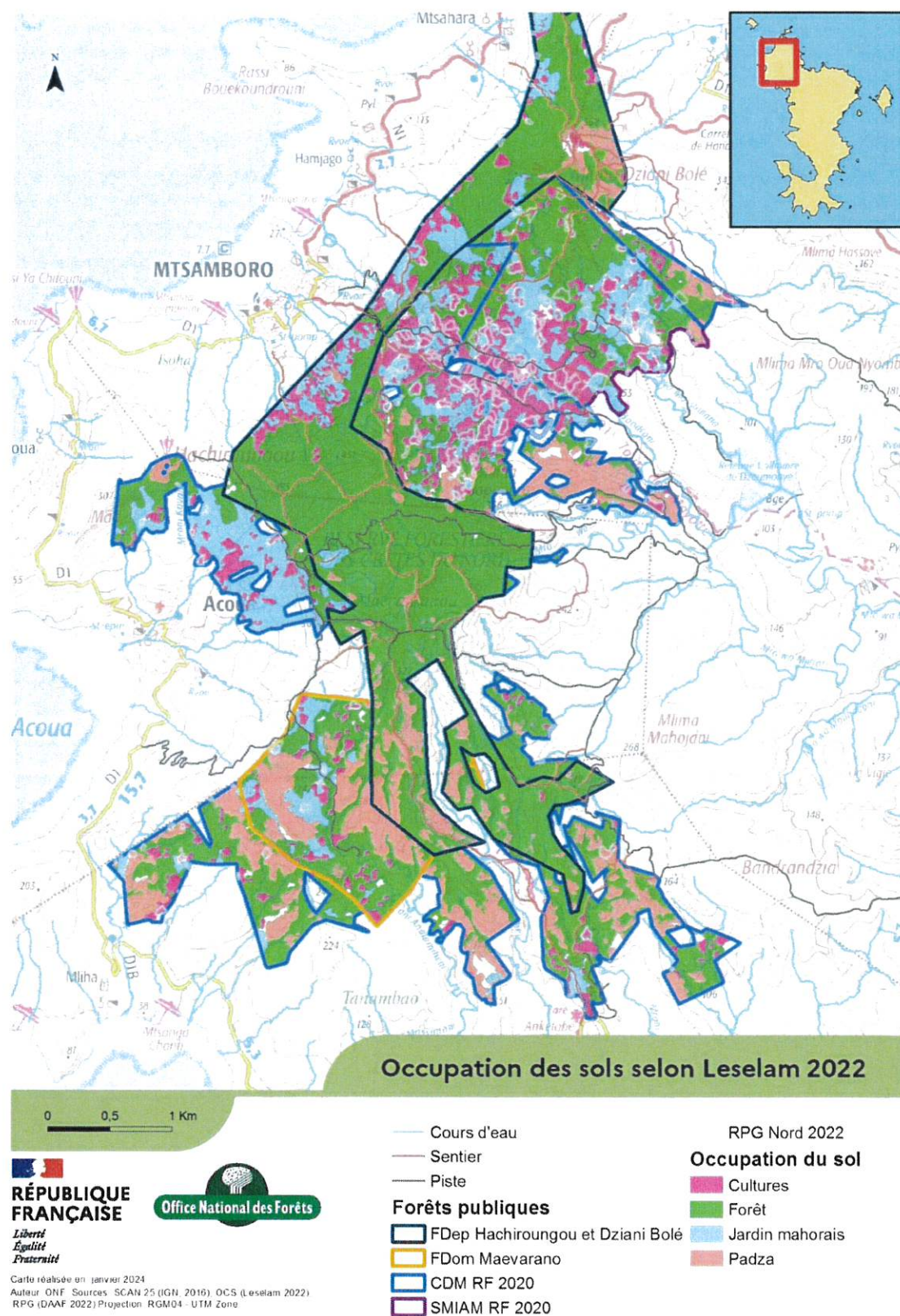


Figure 3 : Occupation du sol 2022 dans les forêts publiques du nord

1.5 OBJECTIF DU PROJET

L'aménagement forestier, en tant que document cadre de gestion, doit tenir compte des orientations prescrites par les politiques forestières nationales et régionales. Il doit donc être conforme au code forestier, ainsi qu'aux directives nationales et régionales d'aménagement.

Afin de répondre le plus précisément possible aux réalités du terrain, l'aménagement forestier s'appuie dans un premier temps sur un diagnostic du territoire. Les données physiques, écologiques, sylvicoles et socio-économiques sont alors relevées et permettent dans un second temps d'identifier les enjeux de la forêt en question.

Excepté pour le volet socio-économique, ce diagnostic a déjà été réalisé en 2017 pour les 590 ha de la forêt départementale des Monts Hachiroungou et Dziani Bolé. De même, le diagnostic sur les 150 ha de la forêt domaniale de Maevarano a été complété en 2023. Ces zones seront donc partiellement exclues de l'étude préparatoire à l'aménagement forestier.

L'aménagement sur les 150 ha des parcelles de l'Etat a fait l'objet d'un financement particulier sur le plan de relance (aide de l'Etat n°2022-008/DEAL/SEPR) et était un projet pilote, c'est pourquoi la méthode de diagnostic utilisée pour ce projet sera répliquée sur les 850 ha du département.

1.5.1 Aménagement concerté du massif forestier départemental du nord

Le présent projet a pour objectif principal de préparer l'**aménagement** des 1440 ha de terrains départementaux en se focalisant en particulier sur les parcelles départementales rattachées au régime forestier depuis 2020 (650 ha de parcelles départementales ainsi que des 200 ha en propriété SMIAM, en cours de liquidation).

L'aménagement et les modes de gestion à mettre en place doivent **concilier les enjeux socio-agraires du territoire avec la préservation ou la restauration des services écosystémiques rendus par la forêt** notamment vis-à-vis du maintien des sols et de la préservation de la ressource en eau.

Ce projet doit permettre un **diagnostic sur les enjeux d'aménagement et une définition des orientations de gestion des forêts départementales du nord de Mayotte.**

La méthode proposée pour mettre en place ce diagnostic est présentée ci-après.

A la suite de ce projet, et conformément au code forestier, un document d'aménagement sera élaboré par l'ONF et proposé au conseil départemental, propriétaire.

1.5.2 Mise en œuvre de l'aménagement agroforestier de la forêt domaniale de Maevarano

L'aménagement de la forêt domaniale de Maevarano, présentant un usage agroforestier important et rédigé en 2023, est un projet pilote qui a permis de valider la méthode utilisée sur le massif forestier départemental du nord.

La suite de ce projet pilote est la mise en œuvre de l'aménagement via la mise en place de convention d'occupation temporaire (COT) régularisant la situation des usagers. La méthode employée comprend des actions de sensibilisation sur l'importance du couvert boisé et la préservation des services écosystémiques rendus par la forêt auprès des occupants. Elle comprend également la signature de COT avec l'ONF en s'appuyant sur un agriculteur local et parlant la langue locale afin de gagner l'adhésion des occupants sur le processus de régularisation.

2 METHODE

Conformément à la méthodologie générale d'établissement d'un aménagement forestier, il est dans un premier temps nécessaire d'établir un diagnostic sur les milieux et les usagers, avant d'en définir les enjeux, orientations de gestion et plan d'actions.

Le diagnostic co-construit doit aboutir à une vision partagée de l'aménagement du territoire. Il doit permettre de se mettre d'accord sur les enjeux et les priorités, favoriser le changement et faciliter la mise en place d'actions. Il nécessite de mobiliser les acteurs locaux, en particulier les élus des collectivités locales et les occupants agricoles.

2.1 DESCRIPTION DES MILIEUX NATURELS ET AGRO-FORESTIER

La description des milieux naturels et des systèmes agroforestiers s'appuiera, en plus des données cartographiques existantes, sur l'analyse des images aériennes qui seront réalisées par drone sur la totalité de la surface.

Avec ces images, une pré-cartographie à jour des occupations pour l'agriculture, des padzas et du couvert boisé pourra être établie par photo-interprétation.

En complément de la cartographie par télédétection, seront effectués :

- Un inventaire forestier (sur les zones d'extension) selon une méthodologie simplifiée sur les zones de couvert boisé.
- Une caractérisation des occupations agricoles (sur l'ensemble du massif forestier départemental) lors des enquêtes socio-agraires menées sur le terrain.
- Enfin, le CBNM mène un projet d'observatoire des padza de Mayotte et les résultats pourront être intégrés au diagnostic.

2.2 CARTOGRAPHIE DES ENJEUX

La zone de 850 ha présente des enjeux complexes et intimement liés :

- Protection de la biodiversité avec la **présence de la RNN** autour du Mont Hachiroungou.
- Préservation des services écosystémiques rendus par la forêt, notamment la préservation des ressources en eau, particulièrement importantes pour l'alimentation de la retenue collinaire de Dzoumogné, et le maintien des sols, particulièrement sensibles à l'érosion sur pentes fortes, dans les ravines, les ripisylves et sur padzas.
- Importance socio-économique du territoire et sécurité alimentaire des populations rurales, avec une forte évolution agricole du secteur ces dernières années (développement des pistes agricoles, aides à l'installation d'élevages...).
- Lutte contre les productions illégales alimentant une économie informelle.

Les occupations agricoles attestent d'une perte du couvert forestier importante dans le secteur, qu'il s'agit de stabiliser voire d'enrayer afin de lutter contre l'érosion des sols et garantir le maintien quantitatif de la ressource en eau.

Ces enjeux seront localisés et évalués selon 4 niveaux de priorité afin de bien rendre compte de la multifonctionnalité de la forêt.

Une attention particulière sera observée pour distinguer les surfaces pouvant encore avoir une vocation forestière et faire l'objet de reboisements, de celles devant être dédiées à une occupation agroforestière voire agricole.

2.3 ENQUETES SOCIO-AGRAIRE

Afin de préparer l'aménagement et de mettre en place un mode de gestion permettant de concilier

les enjeux de préservation et les objectifs de développement du territoire, il est essentiel de connaître les usagers et les usages du milieu agroforestier.

La pré-cartographie construite par photo-interprétation définira les zones agricoles et agroforestières. Sur ces zones, une typologie des usagers pourra être établie par le biais d'enquêtes socio-agraires effectuées auprès des occupants, et selon une méthodologie similaire à celle appliquée pour l'aménagement de la forêt domaniale de Maevarano.

Les informations suivantes seront recherchées :

- Identité des usagers ;
- Historique des occupations ;
- Pratiques agricoles ou agro-forestières et des cultures en place ;
- Revendications foncières, précisant les surfaces ;
- Importance socio-économique des activités ;
- Potentialité d'évolution des pratiques vers l'agroforesterie

2.4 ORIENTATIONS DE GESTION

La cartographie des enjeux et les résultats des enquêtes menées dans les systèmes agroforestiers permettent de définir les objectifs et orientations de gestion :

- La cartographie et définition des objectifs prioritaires
- La définition de la vocation des terrains pour les prochaines années, prenant en compte le partage des enjeux avec les acteurs du territoire et incluant les potentialités de développement de l'agroforesterie
- Les conditions d'occupation de la forêt départementale dans le cadre de convention d'occupation temporaire pour l'agroforesterie

Au cours du projet, les parties-prenantes, constituées des partenaires, des usagers et des élus qui doivent s'approprier les problématiques forestières, seront informées sur les objectifs et méthodes des études réalisées.

Les parties-prenantes seront invitées à s'exprimer lors des réunions de concertation ayant pour but de partager et valider :

- les diagnostics et des enjeux identifiés
- les orientations d'aménagement et le plan d'actions.

3 RESULTATS ATTENDUS

Les livrables attendus de ce projet sont les suivants :

1. Cartographie des milieux et de la végétation du massif forestier départemental du nord par photo-interprétation des images drone
2. Typologie de la végétation, cartographie des enjeux et zonage des vocations
3. Rapport de l'enquête socio-agraire menée auprès des occupants présentant les types d'occupation agricole, l'importance socio-économique des productions agricoles pour les occupants et les potentialités de développement de l'agroforesterie

4. Orientations d'aménagement et de gestions coconstruites et validés par les partie-prenantes, comprenant notamment :
- Les zones naturelles et forestières à protéger ou à restaurer ;
 - Les règles d'occupation des zones agroforestières définies, connues et acceptées par les partie-prenantes (élus, associations, occupants) : proposition de modèles de conventions d'occupation temporaire avec des prescriptions environnementales validées ;
 - Préfiguration d'un organe de concertation des partie-prenantes pour la gestion des zones agroforestières en forêt départementale
 - Mise en place de l'accompagnement des agriculteurs dans la forêt domaniale de Maévarano
 - 30 COT signées entre le gestionnaire et les agriculteurs de Maevarano
 - Accompagnement technique agricole régulier, orienté sur l'agroforesterie, auprès des occupants de Maevarano.

4 MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Le projet pourra débuter pour les différentes parties une fois que les images aériennes auront été livrées sous forme de raster.

4.1 ROLES DES STRUCTURES

Les temps dédiés aux activités par structure sont établis de manière suivante :

Tableau 2 : Temps prévu par activité et par structure

Estimation du temps passé (hj) par activité et par structure

Activités	CD	ONF	AMFT	Total
Cartographie des enjeux environnementaux	90	80	30	200
Cartographie de la végétation par photo-interprétation	15	30	5	50
Description des peuplements forestiers	60	20	-	80
Analyse & cartographie des enjeux, rédaction du rapport	5	20	5	30
Animation (réunions d'information, sensibilisation, restitution)	10	10	20	40
Caractérisation des occupants agricoles	260	72	262	594
Enquêtes socio-agraires (préparation, réalisation)	200	25	200	425
Formation aux outils et techniques d'enquête	40	22	42	104
Analyse des résultats d'enquête, rédaction du rapport	10	15	10	35
Animation (réunions d'information, concertation, restitution)	10	10	10	30
Synthèse des diagnostics et orientations d'aménagement	15	25	15	55
Animation (réunions de concertation, restitutions)	10	10	10	30
Rédaction du rapport	5	15	5	25
Appui à la mise en place des convention à Maévarano		45	50	95
Animation, vulgarisation agroforestière	-	35	50	
Rédaction des conventions	-	10	-	
TOTAL	365	222	357	944

4.2 CALENDRIER DE REALISATION

Le tableau ci-dessous présente le calendrier prévisionnel des activités.

Tableau 3 : Calendrier prévisionnel des activités

Etapas	2024			2025								
	oct	nov	dec	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juil	aout	sept
Obtention d'imagerie aérienne (drone)												
Photo-interprétation et pré-cartographie												
Inventaire simplifié du couvert boisé et établissement d'une typologie												
Enquête socio-agraire des zones occupées par l'agriculture												
Cartographie des enjeux et zonages des vocations												
Rédaction du rapport d'enquête socio-agraire												
Rédaction co-construite des règles d'occupation en forêt départementale												
Préfiguration d'un organe de concertation pour la gestion de l'agroforesterie												
Adhésion au système de COT à Maevarano												
Accompagnement technique en agroforesterie à Maevarano												

5 COUT DU PROJET

5.1 EVALUATIONS DES DEPENSES PAR ACTIVITE ET PAR STRUCTURE

Le tableau ci-dessous résume l'ensemble des dépenses liées au projet.

Tableau 4 : Estimation des coûts par activité et par structure

5.2 PLAN DE FINANCEMENT

Le financement du projet est envisagé comme tel :

ETP sur durée limitée (animateur ou chef de projet)		
Préciser leurs missions, l'équivalent temps plein travaillé (ETPT) ou l'équivalent homme-jour (h.j)		
Vulgarisation agroforestière et enquête agraire	AMFT - 270 h.j	51 257,00 €
Identification des enjeux agroenvironnementaux	AMFT - 45 h.j	8 543,00 €
Identification des enjeux biodiversité	ONF - 105 h.j	31 395,00 €
Vulgarisation agroforestière et enquête agraire	ONF - 95 h.j	28 405,00 €
Identification des enjeux biodiversité	CD - 105 h.j	20 806,00 €
formation aux techniques et outils d'enquête	AMFT - 42 h.j	7 980,00 €
formation aux techniques et outils d'enquête	CD - 40 h.j	7 940,00 €
formation aux techniques et outils d'enquête	ONF - 22 h.j	6 500,00 €
Enquête agraire	CD - 220 h.j	43 594,00 €
Frais annexes		
matériel terrain et informatique	AMFT	4 000,00 €
matériel terrain et informatique	CD	5 000,00 €
Location de salle, frais de bouche	AMFT	3 000,00 €
Location de salle, frais de bouche	CD	5 000,00 €
Frais de déplacements	AMFT	13 000,00 €
Frais de déplacements	CD	5 000,00 €
Frais de déplacements	ONF	5 200,00 €
COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL (HT)		246 620,00 €

Fonds vert finançant 20% du projet dont 50 % d'avance versé au début du projet et 80% financé par le PSN 77.06 avec 30% d'avance versé au début du projet pour que les partenaires puissent engager des dépenses immédiatement.

Une convention financière sera signée par le CD.